

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3001>

# Le rôle incendiaire des gouvernements dans la crise

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 22 août 2011

## **Description :**

Une chronique de Philippe Zarifian dans le débat sur la "crise de la dette"

---

**Rencontres Sociales**

---

### Une chronique de Philippe Zarifian dans le débat sur la "crise de la dette"

Le rôle incendiaire des gouvernements dans la crise par philippe Zarifian, Universitaire 13.08.11 Partons d'un constat aisé à faire : les « solutions » avancées pour enrayer la crise échouent aussitôt prises, mais surtout l'aggravent à terme rapproché. Elles se justifient autour d'un étrange paradoxe : ce serait les comportements spéculatifs des grands acteurs sur les marchés boursiers et ceux de la dette des États qui amplifieraient la crise. Et rien ne serait plus urgent que de « rassurer » ces marchés, et donc d'alimenter, en argent public, ce comportement, ce qui lui donne une forte légitimité. Ces grands acteurs sont gagnants à tous les coups et dans toutes les hypothèses. Ce sont eux qui, de fait, dominent le jeu économique dans le monde occidental. Ils font plier les plus grands gouvernements du monde. Ce ne sont pas les quelques mesures techniques envisagées pour encadrer la spéculation sur les « marchés » qui peuvent changer quoi que ce soit. Des milliards d'argent public les appels aux banques privées sont très limités et celles-ci se rattrapent très vite, puisqu'elles... font ouvertement partie des spéculateurs ! sont ainsi déversés dans un gouffre. C'est comme si des bandits attaquaient un grand magasin et qu'au lieu de faire intervenir la police pour les arrêter, on ne cessait de réapprovisionner ce magasin ! Qui paiera et qui paiera de plus en plus ? Il n'existe aucun mystère. Ce seront les populations des pays concernés à travers la justification, la généralisation et l'aggravation de plans dits d'austérité. Mais on tombe alors sur un second paradoxe : ces plans sont supposés rassurer les spéculateurs et les agences de notation. Mais les « marchés » trouvent alors une seconde justification à leur comportement : ces plans d'austérité provoquent et annoncent des récessions, donc des mauvais résultats pour les entreprises et les États. Aux excès de dettes des États, s'ajoutent... les récessions, qui vont toucher les profits des entreprises (sauf les plus grosses), alimenter les dettes, en même temps qu'appauvrir les populations. Les marchés ont alors une double raison de spéculer à la baisse et, en tendance, d'augmenter les taux d'intérêt de leurs prêts : dettes + récession, les deux s'autoalimentent. Ce faisant, on oublie la question de fond : la crise, qui sévit depuis 2007, n'est pas principalement financière. C'est une pure illusion que de croire que tout se passe sur les marchés boursiers. Elle est avant tout une crise économique, qui se développe, depuis nombre d'années, dans l'économie dite réelle. La dette des États a pour cause : un ralentissement durable des investissements productifs dans nos pays, un partage aberrant du revenu de chaque pays entre profits et salaires, et, pour les salaires, un enrichissement aberrant des plus riches (mais cet aspect a un effet secondaire par rapport au premier), des suppressions permanentes d'emploi dans tous les secteurs (entreprises et administrations), un étranglement de la demande, qu'elle vienne des ménages ou des États, une vague de privatisations qui a diminué structurellement les ressources des États, une montée obligatoire des dépenses sociales, sauf à voir une généralisation des révoltes populaires, et des aides insensées données aux entreprises, pour que leur taux de profit reste soutenu, sans aucun effet sur l'emploi, enfin d'immenses poches de pauvreté, de précarité et de maladies psychiques (dépressions, suicides) qui s'étendent, avec des effets incontournables sur les dépenses de santé, qui s'ajoutent au vieillissement normal de la population.

Dernier paradoxe : l'aggravation des politiques d'austérité comme supposée réponse à la crise de la dette publique augmente et approfondit la crise économique et relancera obligatoirement la dette ! Bref : les gouvernements, avec une caution de plus en plus nette de leurs oppositions, jettent de l'huile sur le feu.